

Arrêté n° 5349 MFT du 19 juin 2024 portant délégation de signature de M. Éric DEAT, directeur de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA)

(NOR : IGA24505269AM)

Paru in extenso au journal officiel n°68 N du 25/06/2024 à la page 9399 dans la partie Ministère de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle

Version en vigueur au 25/06/2024

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française,

ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 818 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 2210 CM du 30 décembre 2014 portant création d'un service dénommé « direction de la modernisation et des réformes de l'administration » ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu l'arrêté n° 443 CM du 22 avril 2015 portant nomination de M. Éric DEAT en qualité de chef de service de la direction de la modernisation et des réformes de l'administration ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er

Délégation de signature est donnée à M. Éric DEAT, directeur de la modernisation et des réformes de l'administration à l'effet de signer au nom de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1. 1.2, 1.3. 1.5. 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Dans le cadre de l'exécution de ses activités, il reçoit la délégation pour signer les notes, lettres, missives et bordereaux ou rapports adressés au Président, aux ministres et présidents des conseils d'administration des établissements publics, aux chefs des services administratifs et directeurs d'établissements publics.

Art. 2

M. Éric DEAT reçoit délégation pour signer au nom de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle l'ensemble des actes et correspondances liés à la gestion du service :

1° Dans le domaine de la gestion du personnel placé sous son autorité :

- l'attribution de congés annuels, récupérations et autorisations d'absence ;
- les notations et propositions de bonification ou de réduction pour les avancements à l'ancienneté, de changement de grade ou de changement de groupe ;
- les sanctions disciplinaires ;
- les ordres de déplacement et réquisitions de passage et de bagages à l'intérieur de la Polynésie pour les agents du service ;
- les certificats et attestations demandés dans le cadre du travail et de la réglementation sociale ;
- les états d'indemnités journalières ;
- les conventions de stage ou d'engagement de volontaire au développement.

2° Dans le domaine de la gestion des crédits alloués :

- les contrats, conventions, avenants et marchés publics de toute nature dans la limite d'un montant plafond de 15 000 000 F CFP ;
- les opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur le budget de fonctionnement et d'investissement du service ;

- les opérations d'engagement et de liquidation des recettes liées à l'organisation de formation et conclusion des conventions s'y rapportant ;
- les arrêtés et conventions relatifs aux formations spécifiques réalisées dans le cadre de l'activité de la Direction de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA) au bénéfice des agents de la Polynésie française.

Art. 3

L'arrêté n° 4914 MFT du 19 mai 2023 portant délégation de signature à M. Éric DEAT, directeur de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA) est abrogé.

Art. 4

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juin 2024.
Vannina CROLAS